

Paysans en quête d'un avenir meilleur

Paysans, ouvriers agricoles et syndicats tirent la sonnette d'alarme quant aux conséquences sociales de l'industrialisation de l'agriculture, et creusent de nouveaux sillons

me mo La journée de réflexion, intitulée «Conséquences sociales de l'industrialisation de l'agriculture. Regards croisés entre la Suisse et l'Andalousie», mise sur pied par des organisations paysannes, syndicales et de défense des droits des migrants, a réuni près d'une centaine de personnes. Une résolution a été adoptée pour mieux protéger la petite paysannerie et le personnel agricole.

Mais où va l'agriculture? Pendant que des femmes migrantes sont exploitées dans des serres andalouses, quatre exploitations agricoles disparaissent chaque jour en Suisse. L'industrialisation du monde agricole mène ainsi, entre autres dommages, à une concentration des terrains et à l'endettement des petits paysans. Pour discuter des conséquences sociales désastreuses de cette évolution, une journée de réflexion a été organisée par la Plateforme pour une agriculture socialement durable, Uniterre, L'autre syndicat, le Forum civique européen, Longo Mai et les syndicats Unia, Sit et Soc-Sat (syndicat des ouvriers agricoles andalou) à Berne le 7 février dernier, dans les locaux d'Unia. Les participants ont tout

d'abord plongé sous les 40000 hectares de serres andalouses. «En décembre, je me suis rendu à Almeria et à El Ejido. La situation était aussi choquante que lors de mon premier voyage il y a 13 ans», s'est insurgé Raymond Gétaz, arboriculteur et apiculteur, membre de Longo Mai. Et celui-ci d'évoquer des images aujourd'hui si tristement célèbres: des huttes en plastique où Marocains et Africains subsahariens partagent la même misère.

Des ouvrières agricoles sous serres

«Migros et Coop disent qu'ils sont trop petits pour faire pression sur les producteurs, mais ce n'est pas vrai!», dénonce le militant en citant l'exemple de Bio Sol. Hafida Mounjid, déléguée syndicale au Soc-Sat et employée à Bio Sol, raconte: «Nos heures supplémentaires étaient payées au tarif normal, nous ne pouvions pas nous rendre aux toilettes sans autorisation, nous étions insultées. Nous avons réagi, pour la première fois, quand plusieurs femmes ont été licenciées sans raison...» En 2011, suite à des articles dans la presse suisse alémanique et à la pression syndicale, Bio Suisse et Coop finissent par soutenir la lutte des ouvrières agricoles, majoritairement marocaines, en suspendant leurs achats. Sept ouvrières seront réintégrées et six autres indemnisées. «Nous avons eu du succès grâce à la lutte des travailleuses, grâce aux syndicats et aux mouvements internationaux», renchérit Mbarka el Goual, syndicaliste responsable du programme femmes au Soc-Sat. Seulement, la situation s'est dégradée à nouveau. Les contrats fixes sont rarissimes. Et il est courant qu'en haute saison, le personnel travaille jusqu'à 12 voire 13 heures par jour sans supplément de salaire.

La paysannerie suisse en voie de disparition

En Suisse, si la situation est très différente de celle d'Almeria, le marché est le même, et l'industrialisation aussi à l'œuvre. Ulrike Minkner, coprésidente d'Uniterre, paysanne bio à Mont-Soleil, relève les divers indicateurs de cette industrialisation. «La croissance se fait au niveau de l'industrie de transformation de nos produits, alors que les petites exploi-



Ulrike Minkner, coprésidente d'Uniterre, paysanne bio à Mont-Soleil, a dénoncé les nombreuses dérives de l'industrialisation de l'agriculture.

tations disparaissent: 4 par jour! Les salaires diminuent car, avec l'augmentation des surfaces, les besoins en machines augmentent. Résultat: 60% des paysans sont extrêmement endettés.» Nombre de paysans, fatigués, souvent stressés, finissent par laisser tomber leur domaine. Quant à la relève, elle manque, car acquérir un domaine agricole si l'on n'est pas issu de ce milieu relève du chemin de croix. «La politique agricole suisse ne fait pratiquement rien pour favoriser l'accès à la terre», regrette Valentina Hemmeler Maïga, secrétaire syndicale d'Uniterre.

En outre, la surface agricole n'étant pas extensible, la majorité du fourrage pour le bétail est importé. Produites par de grosses industries agroalimentaires, ces monocultures détruisent les agricultures locales. Ulrike Minkner ne cache pas sa méfiance quant à la qualité du fourrage et critique le traitement réservé au bétail: «Nos veaux en Suisse, sur leur

100 jours de vie, en passent 34 sous antibiotiques...» Et la militante de conclure, une photo d'un cheval de trait projetée sur l'écran derrière elle: «Avec la probable hausse des prix de

l'énergie, il faut chercher de nouvelles voies. Un changement de mentalité est nécessaire.»

Aline Andrey ■

L'agriculture suisse en quelques chiffres

Les exploitations agricoles ont diminué de 38% entre 1990 et 2011 (de quelque 92800 à 57600 exploitations). La main-d'œuvre suisse a diminué d'autant, passant de quelque 240000 à 150000 personnes. Par contre, la main-d'œuvre étrangère féminine a augmenté de 170%: 663 employées en 1990, 1785 en 2011. Une évolution qui inquiète Philippe Sauvin, secrétaire syndical à L'autre syndicat. «Alors qu'il y a une diminution de plus d'un tiers des exploitations agricoles, la surface cultivée est restée pratiquement la même. Le même travail est donc exécuté par beaucoup moins de personnes. Par contre, le temps partiel avec l'engagement de femmes étrangères augmente sensiblement. Ce sont des employées qu'on utilise quand on en a besoin. En outre, on estime entre 5000 et 8000 le nombre de sans-papiers travaillant dans les exploitations agricoles suisses.»

AA ■

«Les prix ont chuté et nous avons été piégé»



Eric Ramseier, producteur de lait de Palézieux, membre du syndicat Uniterre, a dû changer de paradigme. C'est en 1995 qu'il reprend l'exploitation de son père, avant de s'associer avec son frère. Il témoigne: «Nous avions 200 vaches laitières. Avec la fin du contingentement étatique et la libéralisation du marché suisse, les prix ont chuté et on a été piégé. Nous avons eu dès lors de graves problèmes de liquidité. Je me suis aperçu qu'on ne pouvait pas continuer dans cette voie, et que c'était dangereux de tout miser sur une seule production. Par chance, j'avais un alpage que je louais et je produisais du fromage qu'on vendait directement...» Depuis, l'agriculteur s'est converti au bio, a diminué le nombre de ses bêtes et essaie d'être autonome en fourrage et en énergie avec un projet de biogaz. Eric Ramseier dénonce: «La politique agricole pousse à produire toujours davantage, faisant croire que les revenus seront meilleurs. Mais ce n'est pas vrai. Les paysans et leur épouse travaillent toujours plus, au détriment de leur qualité de vie...»

AA ■

Résolution pour promouvoir les revendications

En fin de journée, une résolution a été adoptée par l'assemblée. Elle devrait permettre de faire connaître à un public plus large les revendications du monde paysan pour faire face aux conditions de travail désastreuses liées à l'industrialisation. En substance, les femmes, le personnel agricole, et les paysans doivent être mieux protégés. La résolution revendique l'égalité de traitement entre hommes et femmes – notamment dans les conditions d'embauche, mais aussi dans le partage de la propriété foncière et des revenus –; l'amélioration des conditions de travail du personnel agricole et la protection des migrants grâce à la ratification et à l'application des conventions internationales; la régularisation des sans-papiers employés dans l'agriculture; une politique agricole à long terme, l'application de prix équitables et la mise en place d'instances de contrôle pour empêcher le dumping des grands distributeurs; la fixation de standards sociaux minimaux et la responsabilisation des grands distributeurs quant à leur application; un contrat type de travail national (aujourd'hui, il y a 26 CTT, un dans chaque canton) et l'application de la Loi sur le travail. En outre, la résolution souhaite

que les jeunes voulant se lancer dans l'agriculture soient soutenus dans leur démarche; et demande la création d'un soutien sociopsychologique pour les exploitants en difficulté.

Un outil de travail

«Cette résolution, nous allons pouvoir l'utiliser dans notre travail au quotidien, lors de nos discussions notamment avec les acteurs politiques et économiques», précise Valentina Hemmeler Maïga, secrétaire syndicale d'Uniterre, qui dresse un bilan très positif de la rencontre et se réjouit de la diversité du public présent, entre paysans romands, suisses alémaniques, syndicalistes et migrants. Des réalités qui s'affrontent? «Ce qui rassemble le personnel agricole et la petite paysannerie, c'est leur situation de paupérisation face aux grandes exploitations et aux grands distributeurs», relève Philippe Sauvin, secrétaire syndical à L'autre syndicat. Valentina

Hemmeler Maïga ajoute: «Si les petits producteurs espagnols se plaignent de la concurrence des Marocains, ils ne pensent pas qu'eux-mêmes sont concurrents des petits paysans

suisse... Mais je crois qu'il faut avancer pour que la condition paysanne s'améliore partout.»

AA ■



De g. à dr., Raymond Gétaz de Longo Mai et du Forum civique européen, Federico Pacheco du Soc, Hafida Mounjid, déléguée syndicale Soc-Sat et employée à Bio Sol, et Mbarka el Goual du Soc-Sat.